

SEMINAIRE DE REFLEXION SUR L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Le Chef de l'Etat djiboutien, S.E.M. ISMAIL OMAR GUELLEH a ouvert samedi 02 mai 2009 au palais du peuple, le séminaire de réflexion sur l'action gouvernementale, le second du genre depuis son accession à la magistrature suprême en 1999 (le premier date de 2002).

Ce séminaire permettra d'engager une large concertation entre décideurs politiques, représentants de la société civile, toutes couches confondues, ainsi que les différents acteurs du secteur économique.

Ce séminaire s'étalera sur une semaine, durant laquelle les membres du gouvernement auront à présenter les actions réalisées par leur ministère respectif. Un débat franc est programmé autour de 4 grands axes : la stabilité et la compétitivité économique ; l'accès aux services sociaux de base ; la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; la bonne gouvernance, la décentralisation et la coopération internationale.

Dans son discours d'ouverture le président de la République a expliqué les raisons de ces assises. « Parce que nous arrivons à un moment du parcours politique où une pause-bilan est nécessaire », a-t-il dit. Il faut « pour prendre le temps de dialoguer, d'évaluer, de réfléchir ensemble, de proposer puis de repartir, ensemble, plus fort, plus confiant dans l'avenir » a-t-il estimé.

Le Président de la République poursuivant son discours a indiqué qu'il souhaite que s'établisse un dialogue direct et franc entre administration et usagers. Selon lui, ce dialogue doit être critique et constructif et offre la possibilité d'interpeller le gouvernement et permet au public d'avoir une réponse complète à ses doléances.

Le Président de la République est revenu sur la situation économique du pays, qui connaît un fort taux de croissance en reconnaissant, néanmoins, l'existence des difficultés ayant entravé l'action gouvernementale. Ces difficultés relevées concernent la répartition équitable de la richesse, la lutte contre le chômage ainsi que la justice sociale : « *Le système a, certes, redémarré mais il en faut plus pour que le peuple de Djibouti en ressente totalement tous les effets de cet essor économique. Pire, un fait paradoxal plus grave : c'est qu'aujourd'hui, plus qu'hier, on ressent davantage la fracture sociale et géographique malgré les mesures qui sont menées pour lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale. Cette situation est, de loin, inacceptable* ».

Les participants ont suivi ce samedi les interventions du Ministre des Finances et de l'Economie chargé de la privatisation, M. Ali Farah Assoweh, celle du Ministre du Commerce et de l'industrie, M. Rifki Abdoukader Bamakhrama, et enfin la présentation du Ministre des Investissements, M. Osman Ahmed Moussa. Chaque ministre a retracé le bilan des activités de son département ministériel au cours de ces 7 dernières années.

Dans leurs communications respectives, ils sont revenus en détail sur les grandes lignes de leur programme d'actions et leurs perspectives ; en mettant en exergue, les succès et réalisations politiques obtenus dans les différents domaines.

Les grands points soulevés au cours de cette première journée de débat ont porté sur :

- la sauvegarde du pouvoir d'achat et l'inflation
- la répartition des fruits de la croissance
- le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption
- les mesures d'allègements fiscaux des PME-PMI.

S'agissant du commerce les principales interrogations ont porté sur :

- le contrôle et les vérifications des prix
- la libre-concurrence et le refus de tout monopole
- la nécessité de donner une nouvelle impulsion au secteur secondaire pour favoriser l'emploi.

Le Ministre de la Promotion des Investissements a été interpellé sur :

- les atouts qu'offre Djibouti pour favoriser un environnement propice aux investissements.
- la nécessité d'encourager des partenariats en créant de joint-venture
- les financements des projets d'investissements par les établissements bancaires.

La seconde journée du séminaire verra l'intervention des ministres, de l'équipement et des transports, de la communication et de la culture et enfin celle du Ministre de l'Énergie.